

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé.e d'études juridiques et affaires contentieuses

Secrétariat général/Service Juridique et coordination européenne/Unité des affaires juridiques

N° appel à candidature : 24850

Catégorie : A

Cotation parcours professionnel : 1

Cotation Groupe RIFSEEP :
4 Si corps des attachés d'administration de l'état

Filière d'emploi : n° 20 - Affaires juridiques

Poste vacant

Localisation :
12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002
93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

| | |
|---|---|
| <p>Le poste proposé est rattaché à l'Unité des affaires juridiques au sein du service juridique et de coordination européenne.</p> <p>Cette unité est chargée d'assurer la sécurité juridique de l'Établissement par toute activité de conseil ou de défense de ses intérêts y compris au contentieux; d'assurer une assistance juridique aux partenaires externes de l'Établissement (Ministère ou filières).</p> | |
| Objectifs du poste | |
| Gestion des affaires juridiques et contentieuses de l'Établissement | |
| Missions et activités principales : | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Gestion des affaires contentieuses: étude technique et juridique des affaires en instance, rédaction des mémoires en défense devant les juridictions administratives, représentation de l'Établissement aux audiences et auprès des autorités de justice et de police, suivi des dossiers contentieux confiés aux cabinets d'avocats (contentieux administratif, civil et pénal). • Assistance juridique : actions de conseil juridique de la direction générale et des services, réalisation d'études à caractère juridique pour l'Établissement, le Ministère chargé de l'agriculture ou les acteurs des filières agricoles, contribution à l'élaboration de textes législatifs ou réglementaires concernant les différentes filières. | |
| Relations fonctionnelles du poste : | |
| <ul style="list-style-type: none"> • l'agence comptable • les autres services de l'établissement (siège ou région) • les professionnels, le Ministère chargé de l'agriculture • les avocats de l'Établissement • les autorités de justice et de police | |
| Compétences requises pour le poste : | |
| <p style="text-align: center;">Savoirs / Connaissances</p> <ul style="list-style-type: none"> • Maîtrise du droit public et du droit européen (horizontal et sectoriel), en particulier du droit relatif à la politique agricole commune. • Maîtrise des procédures contentieuses, notamment administratives. • Des connaissances en droit privé (droit des sociétés, droit des contrats) et des marchés publics seraient un plus. • Capacité d'analyse des textes applicables et de la jurisprudence | <p style="text-align: center;">Savoir-faire / Maîtrise</p> <ul style="list-style-type: none"> • Techniques d'expression écrites et orales • Rigueur, méthode, organisation • Esprit d'analyse et de synthèse, • Capacité à travailler en équipe, sens de l'initiative, réactivité • Respect des délais et échéances • Capacité à rendre compte |
| Diplôme – Expérience professionnelle | |
| <p>Diplôme en droit de niveau BAC + 5 minimum exigé</p> <p>Une expérience professionnelle acquise dans le champ de compétences requis par le poste serait un plus.</p> | |
| Poste clé¹ : | Oui Non X |
| Poste à caractère sensible² : | Oui Non X |
| Poste à privilèges³ : | Oui Non X |

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Personnes à contacter

Benjamin THYWISSEN, Chef du Service juridique et coordination européenne
benjamin.thywissen@franceagrimer.fr – Tél : 01 73 30 31 80

Jean-Pierre VALLEE, Adjoint du chef du Service juridique et coordination européenne
jean-pierre.vallee@franceagrimer.fr – Tél : 01 73 30 25 52

Charlotte HUBERT, Cheffe de l'Unité des affaires juridiques
charlotte.hubert@franceagrimer.fr – Tél : 01 73 30 22 53

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE

La date limite d'envoi d'une candidature est fixée au 19 septembre 2024.

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer les corps, grade et échelon.